

Délégation de l'Union Européenne au Mali

ECES
Centre Européen d'Appui Électoral

MODELE Mali – Mission d'observation
des élections au Mali

Évaluation finale externe

**Projet d'Appui à l'Observation citoyenne du Cycle électoral de la Transition 2020-
2022 au Mali
- PRO Observation Mali**

Numéro du contrat : T05-EUTF-SAH-ML-14-02

Marco MASSONI

**Projet d'Appui à l'Observation citoyenne du Cycle électoral de la Transition 2020-2022
au Mali - PRO Observation Mali**

INDICE

1. RESUME EXECUTIF	3
2. INTRODUCTION	6
3. LOGIQUE D'INTERVENTION – Théorie du changement (TdC)	16
4. RÉSULTATS	22
i. PERTINENCE	22
ii. COHÉRENCE	22
iii. EFFICACITÉ	24
iv. EFFICIENCE	24
v. IMPACT	25
vi. DURABILITÉ/VIABILITÉ	25
vii. GENRE, JEUNESSE ET GROUPES VULNÉRABLES	26
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	28
a. Leçons apprises	31
b. Recommandations	33
6. LISTE DES ABRÉVIATIONS	36
7. LISTE DES REUNIONS SUR LE TERRAIN	38

1. RESUME EXECUTIF

L'évaluation finale a été réalisée sur le terrain du 17 au 22 juillet 2023, en interviewant : Madjiguene Thiam, Coordinatrice du Projet (Unité de gestion du projet au Mali – ECES) ; Sylvestre Somo, Coordinateur Adjoint du Projet (Unité de gestion du projet au Mali ECES) ; Aguibou Bah, Assistant Financier et Administratif (Unité de gestion du projet au Mali – ECES) ; Abdou Salam Diepkile, Directeur Général de l'Administration du Territoire (DGAT) du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) ; Badié Hima, Directeur Résident Senior NDI/Mali (National Democratic Institute - NDI) ; Ibrahima Sangho, Chef de mission de la MODELE et aussi Président de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali ; Abdoulaye Guindo (Président de Doniblog) ; Lasinne Diarra, Directeur (DHQ) ; Fousseni Diop, Responsable programme gouvernance et engagement civique (AJCAD) ; Philippe Lafosse, Chef de la section politique (DUE) ; Marion Cosquer, Chargée de programmes – Droits humains, genre, élections (DUE) ; Olivier Ki-Zerbo Chargé de programmes (DUE) ; Silvia Severi, Cheffe de coopération (DUE) ; Marie-Violette César, Assistante Technique de la Délégation de la Union européenne (ATE-DUE) ; Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE).

Projet d'Appui à l'Observation citoyenne du Cycle électoral de la Transition 2020-2022 au Mali - PRO Observation Mali

Le projet, qui avait été proposé en février 2021, impliquant un consortium de cinq organisations de la société civile malienne, a débuté en mai 2021, le jour même du deuxième coup d'État, avec le but de former et déployer 3000 observateurs de court terme et 75 observateurs de long terme pour l'observation du processus de transition et des scrutins électoraux.

La MODELE-MALI (Mission d'Observation des Élections au Mali) est un consortium de la société civile composé par les cinq organisations suivantes :

1. Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali (Observatoire)
2. Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD)
3. Communauté des Blogueurs du Mali (Doniblog)
4. Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs/Droits de l'Homme au quotidien (DHQ)
5. TUWINDI

Dispositif de la MODELE :

- 1 Chef de mission
- 1 Coordinateur de la plateforme technique
- 75 Observateurs de long terme (OLT) dont :
 - o 10 Superviseurs nationaux (8 régions et 2 pour le district)
 - o 10 Coordinateurs régionaux (8 régions et 2 pour le district)
 - o 55 Coordinateurs locaux (49 coordinateurs locaux des 49 cercles y 6 coordinateurs des 6 communes du district)
- 3000 Observateurs de court terme (OCT).

Le projet a eu une triple réorientation, à cause de l'incertitude du calendrier électoral, basculant d'une mission d'observation électorale à une cellule de veille citoyenne, jusqu'à finalement l'observation du référendum constitutionnel du 18 juin 2023.

L'objectif global du projet Pro-Observation est de contribuer à l'intégrité du processus électoral national à travers l'appui aux activités d'observation électorale nationale ~~crédibles~~.

Néanmoins, les objectifs spécifiques ont toujours été ceux de :

1. Aligner les standards d'observation du consortium d'organisations de la société civile (Mission d'Observation Des Élections au Mali – MODELE-MALI) avec ceux des MOE internationales et régionales avec la mise à jour des d'outils d'observation électorale et le renforcement des capacités des observateurs.
2. Soutenir la MODELE-MALI dans le déploiement et la conduite de MOE professionnelles, méthodiques et non partisans pour observer toutes les phases du processus électoral.
3. Capitaliser les leçons tirées de l'observation du processus électoral tout entier et des élections observées.

Synthèse des résultats

Pertinence

Les objectifs généraux de renforcement des compétences et du savoir-faire de la société civile ont été renforcés, mais des améliorations restent encore à apporter.

Cohérence

Les piliers du projet sont parfaitement cohérents pas seulement avec la stratégie de l'Union européenne au Mali, mais aussi avec toutes les actions entreprises par les autres acteurs internationaux qui financent des projets dans le même domaine.

Efficacité

Les interventions du projet soutenant le développement des capacités de la MODÈLE ont été très efficaces selon toutes les parties prenantes interrogées, atteignant les objectifs prévus, avec cependant quelques difficultés dans la performance durant le recueil des résultats, pour cause de dysfonctionnement de la plateforme technologique.

Efficiences

Sur la base des deux audits annuels, sans dépenses inéligibles, on pourrait affirmer qu'ECES a suivi des procédures de gestion transparentes conformes aux meilleures pratiques de l'UE.

Impact

L'impact des actions du projet est mis en évidence par un bon niveau de préparation des observateurs nationaux formés, malgré certaines défections de dernière minute parmi les OCT.

Durabilité/viabilité

Les principaux facteurs qui poussent les bailleurs de fonds à reconsidérer le dispositif appuyé par le projet en cours d'évaluation, en dehors des crises entre les parties et la structuration de l'appui, s'expliquent par l'attitude de la MODELE, compromettant son impartialité et sa neutralité, la défection à la dernière minute d'un certain nombre d'OCT, et enfin à l'échec de la transmission des données de la plateforme « Conqueror » de TUWINDI, qui n'a pas répondu aux attentes.

Genre, jeunesse et groupes vulnérables

L'action, qui avait idéalement envisagé que 30% des participants de chaque activité du projet ainsi que des observateurs déployés soient de sexe féminin, a réussi non seulement à respecter cet engagement, mais aussi à le dépasser, en assurant l'implication d'environ 37% des femmes dans toutes les initiatives du projet.

2. INTRODUCTION

Projet d'Appui à l'Observation citoyenne du Cycle électoral de la Transition 2020-2022 au Mali – PRO-Observation Mali

PRO-Observation Mali il a été financé par la Délégation de l'UE au Mali (DUE) avec une contribution totale de 3,5 millions d'euros.

Cette évaluation, tout en se référant à l'intervention, souhaite prendre en compte toute valeur ajoutée apportée par une action tripartite impliquant les acteurs suivants :

1. ATE-DUE (Assistance technique électorale de la Délégation de l'Union européenne au Mali), en charge de fournir un appui méthodologique à la MODELE Mali ;
2. MODELE (Mission d'observation des élections au Mali), responsable de conduire les activités d'observation des élections ;
3. ECES (Centre Européen d'Appui Électorale), signataire du contrat en charge de la mise en œuvre du projet.

MODELE-MALI : Mission d'Observation des Élections au Mali

La MODELE-MALI¹ est un consortium de la société civile pour des réformes profondes au Mali (dont l'ancienne appellation était POCIM), composé de cinq organisations, à savoir :

1. Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali (Observatoire) - <https://www.facebook.com/profile.php?id=100068364320431>
2. Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) - <https://ajcadmali.org/> - <https://www.facebook.com/ajcadmali>
3. Communauté des Blogueurs du Mali (Doniblog) - <http://doniblog.org/> - <https://www.facebook.com/Doniblog>
4. Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs/Droits de l'Homme au quotidien (DHQ) - <https://dhq-mali.org/> - <https://www.facebook.com/droithommequotidien>
5. TUWINDI - <https://tuwindi.io/home> - <https://www.facebook.com/tuwindi>

Ledit consortium, sous le nom de Synergie 2020, a été appuyé auparavant par l'OIF et le Danemark ainsi que par EISA (avec un financement de l'UE) en 2018 et 2020.

Plus en détails, ci-dessous une brève description de chaque organisation.

Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali (OBSERVATOIRE)

Créé en 1996, l'Observatoire est une plateforme de 36 Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Associations de la société civile, concentrant ses efforts sur les questions de leadership, la prévention/gestion des conflits, la communication d'observation des élections et la bonne gouvernance. L'Observatoire a pour objectifs, entre

¹ MODELE-MALI (Mission d'Observation des Élections au Mali)

URL : <https://modele mali.com/>

<https://www.facebook.com/Modeleadmin>

MODELE-MALI

Adresse : ACI Himalayen, Bamako, Mali.

Tél. +223 71919191

8:30 a.m. – 5 p.m.

Email : kibaru@tuwindi.org

autres, d'informer, d'éduquer et de communiquer sur l'encadrement légal des élections et l'exercice du droit de vote ; d'appuyer les organes de gestion des élections dans l'accomplissement de leurs missions ; de rechercher les voies et moyens permettant un ancrage durable de la culture démocratique et de la bonne gouvernance, et, de faire un plaidoyer pour une véritable résilience démocratique au Mali.

Depuis janvier 2015, l'Observatoire est présidé par Ibrahima Sangho², qui a occupé les postes suivants : Président du Réseau ONG d'Appui au Processus Électoral au Mali (Réseau APEM) de 2002 à 2014 ; Chef de mission du Pôle d'observation citoyenne électorale (POCE) du Mali de 2013 à 2014 ; Chef de mission du Pool d'Observation Citoyenne du Mali (POCIM) de 2018 à 2019 ; Chef de mission de la Synergie 2020 lors des législatives de 2020 au Mali.

Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD)

L'Association des jeunes pour la citoyenneté active (AJCAD)³, créée en 2014 avec des campagnes de sensibilisation axées sur les jeunes et les réseaux sociaux, grâce à un financement du Danemark, est présidé par Adam Dicko. AJCAD est le fruit d'un regroupement de jeunes convaincus de leur rôle dans la démocratie et le développement et dans l'instauration d'un état de droit au Mali. Les membres fondateurs sont des activistes impliqués dans la promotion des jeunes dans différents domaines : santé sexuelle, gouvernance, plaidoyer et droits. C'est suite à de multitude d'actions menées ensemble dans le cadre du programme My Rights My Voice (MRMV) de Oxfam Novib qu'une prise de conscience sur les responsabilités des différents sociétaires s'est avérée nécessaire. Ils ont interpellé des candidats aux élections présidentielles et législatives, mobilisé la population d'électeurs à aller s'inscrire et à voter, soumis des manifestes aux candidats et analysé les projets de société des candidats. Vu les effets de ces activités sur la communauté, ils se sont dévoués à mettre en place un espace régulier, durable et efficace pour la continuité de la citoyenneté et des stratégies de plaidoyer des jeunes. AJCAD participe activement à l'observation citoyenne des élections, a l'influence politique et a la diplomatie silencieuse.

DONIBLOG

Doniblog⁴ a été créée en 2012 et compte des blogueurs et web activistes intervenant dans les domaines de la bonne gouvernance, la démocratie, la lutte contre les violences basée

² Ibrahima Sangho.

Tél. +223 76 23 36 00

Email : ibrahima.sangho@yahoo.fr

<https://www.linkedin.com/in/dr-ibrahima-sangho-a33b2134/>

³ AJCAD

<https://www.linkedin.com/company/ajcadmali/>

Tél. +223 20 22 87 23

Email : contact@ajcadmali.org

Adresse : Badalabougou Sema II - Rue 132 Porte 804 Bamako – Mali.

Structure :

- Directrice Exécutive : Adam Dicko - <https://www.facebook.com/adam.dicko.5>
- Responsable programme gouvernance et engagement civique : Fousseini Diop
- Responsable suivi-évaluation : Mohamed A. Traoré

⁴ DONIBLOG

URL : <http://doniblog.org/>

https://www.facebook.com/Doniblog/?locale=fr_FR

Tél. +223 20 87 26 45 ; +223 66 91 52 41 ; +223 76 65 34 44

Email : doniblogmali@gmail.com ; quindo@doniblog.org ; contact@doniblog.org

sur le genre (VBG), la santé sexuelle et reproductive ainsi que la lutte contre la désinformation (fact-checking). Doniblog, présidé par Abdoulaye Guindo, met en œuvre, depuis juin 2018, le projet média Benbere⁵, une plateforme web des blogueurs qui permet un espace de discussion entre tous les jeunes du Mali. Étaient l'idée de fédérer les blogueurs maliens qui utilisent les nouveaux médias digitaux, avec un projet financé par le Danemark, la Doniblog a observé les élections pour la première fois en 2020.

Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs/Droits de l'Homme au quotidien (DHQ)

Le Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs⁶ est créé en 2019. Il est composé de l'organisation Droits de l'Homme au Quotidien (DHQ-Mali), l'Association Malienne des Interprètes en Langues de Signes (AMILS), Jeunes Citoyens du Mali (JCM) et de l'Association TIESSIRI pour les Droits de l'Enfant et de la Femme (ATDEF). Le Consortium intervient sur les questions des droits de l'Homme, la protection et promotion des droits des minorités, de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la citoyenneté participative et inclusive, de l'éducation à la paix, de la protection de l'environnement et de la culture.

L'association Droits de l'Homme au Quotidien (DHQ)⁷ depuis 2016 est dirigée par Mamadou Lassine Diarra, est une organisation humanitaire à but non lucrative de droits communs, qui intervient dans six régions (Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti, Sikasso, Gao), avec des bureaux à Sikasso, Koutiala, Bougouni et des antennes dans les cercles de Kangaba, Macina, Yélimané, Ansongo.

DHQ a de l'expérience dans le secteur de la formation des leaders communautaires intervenant sur les questions de droits de l'homme, de suivi des violations des droits de l'Homme et du monitoring des droits économiques, sociaux et culturels. En 2016, avec un financement du Danemark, ils se sont concentrés sur la protection des droits de l'homme, puis lors des élections de 2020, ils ont surveillé les violations des droits de l'homme. En particulier, le Directeur Exécutif de DHQ, Mamadou Lassine Diarra, a été élu membre du Conseil consultatif de la Commission Nationale des Droits de l'Homme avec pour mission d'orienter et d'alerter sur les violations des droits de l'Homme dans les politiques publiques. De plus, il a également occupé d'autres rôles en matière d'observation électorale. En 2018, il était chef de file du Consortium Élections & Droits Humains et coordonnait la plateforme des organisations de défense des droits de l'homme pour l'observation des violations des droits de l'Homme en période électorale et l'inclusion des personnes vulnérables et/ou

Structure :

- Président - Abdoulaye Guindo
- Secrétaire général - Fatouma Harber
- Trésorier - Lin Diallo
- Chargé de l'information - Niamoy Sangaré.

⁵ Voir : www.benbere.org

⁶ Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs

<https://www.facebook.com/droithommequotidien/>

Adresse : Hamdallaye ACI 2000, Immeuble Selly Sidibé, Rue de la Centrale Énergie de Lafiabougou, Bamako, Mali.

Tél. +223 66 76 24 96 ; +223 66 71 73 33 / 76 30 01 38

Email : droitsdelhommeauquotidien@gmail.com

⁷ Droits de l'Homme au quotidien (DHQ)

Tél. +223 76300138 – Email : diarra.ml@dhq.mali.org

URL : <https://dhq-mali.org/>

<http://www.dhq-mali.org/index.php/qui-sommes-nous>

marginalisées aux processus sociopolitiques (élections, gouvernance, débats publics). Depuis 2020, il est membre du comité de coordination de la synergie 2020, chargée de l'inclusion des personnes vivant avec handicap, marginalisées et/ou vulnérables, dans le processus électoral et l'observation des violations des DH en période électorale.

TUWINDI

TUWINDI⁸ est une fondation/organisation internationale, de droit malien à but non lucratif, spécialisée dans les Civic-Tech et qui vise à propulser l'édification de villes et territoires intelligents. Son objectif est d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour soutenir le développement social et économique. La fondation, fondée et présidée par Tidiani Dogola, intervient dans les secteurs de la gouvernance et des élections, du développement des médias, de l'éducation, la santé et l'agriculture. TUWINDI, avec ses trois bureaux pays au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a comme but de consolider la démocratie et le développement social et économique des actions du gouvernement, des organisations de la société civile, des médias et des partis politiques. La fondation TUWINDI est pionnière dans l'utilisation des technologies numériques pour renforcer la démocratie, la gouvernance et la citoyenneté en Afrique, par son application web qui permet une surveillance impartiale des élections au Mali, ainsi qu'une méthode SMS qui permet une observation en temps réel. Il a développé le logiciel Election Situation Room (ESR) de l'Open Society Foundation pour leur boîte à outils ESR. TUWINDI, en ayant développée une plateforme web open-source personnalisable pour une utilisation dans l'observation électorale non partisane, a mis ce système ad hoc à la disposition du projet objet de cette évaluation : le *Conqueror* (OpenESR Conqueror), mise en place avec l'appui financier de Open Society Foundation. Conqueror est une application mobile qui permet de faire la collecte des données ou le monitoring des élections. Elle est composée d'une partie ouverte au public et d'une partie dédiée à l'administration où est faite la gestion du contenu de la plateforme et le design. Elle permet également de signaler les incidents qui tourmentent les élections en cours et de publier les résultats.

Les caractéristiques ainsi que les objectifs de OpenESR Conqueror seraient :

- Système d'Information Géographique : une présentation de la situation géographique du pays et de l'ensemble des bureaux de vote sont accessible sur la plateforme web de Conqueror.
- Analyse automatique des données : les données remontées en période électorale sont traitées automatiquement et mise à la disposition des internautes sous forme de graphique.
- Détection et traitement des incidents : les incidents dans le bureau de vote sont instantanément remontés par les observateurs, ils sont traités et signalés par les autorités compétentes.
- Traitement temps réel des résultats : le résultat de chaque bureau de vote est remonté par des observateurs sur le terrain, la plateforme à son tour traite et fait un classement de ces résultats.

⁸ TUWINDI

Adresse : BP2690, Bakojikoro-Baco Djicoroni ACI, Bamako, Mali

Tél. +223 71 91 91 91

email : kibaru@tuwindi.org

url : www.tuwindi.org

<https://tuwindi.io/home>

<https://www.linkedin.com/company/tuwindi/>

<https://twitter.com/tuwindi>

<https://www.facebook.com/tuwindi/>

- Gestion des équipes de volontaire : des milliers d'observateurs sont déployés sur le terrain et géré instantanément par la plateforme à travers une équipe de gestionnaires.
- Collecte de données par SMS : Les informations collectées dans les bureaux de vote sont remontées systématiquement sur la plateforme via les SMS.
- Audit des résultats officiels : les résultats sont remontés au fur à mesure des décomptes, ce qui permet à la plateforme de faire un audit des résultats officiels.
- Sécurisation avancée du système : le système assure la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité de toutes informations remontées.

La méthodologie utilisée pour la mise en œuvre de l'action est la « Réponse européenne au soutien du cycle électoral – EURECS », une stratégie innovante développée par ECES, basée sur l'approche du cycle électoral et qui permet de considérer toute intervention en matière électorale à l'aune d'une vision globale et durable, qui doit se prolonger au-delà du présent cycle électoral. EURECS met en œuvre des activités d'assistance électorale et démocratique qui sont principalement conformes aux valeurs et aux politiques de l'UE qui visent à faciliter la coopération en matière électorale entre l'UE, les États membres de l'UE et les pays partenaires.

L'action prend donc en considération la crise sans précédent qui a suivi les élections législatives du 29 mars et du 19 avril 2020, qui a abouti au coup d'État du 18 août 2020 puis à celui du 24 mai 2021, date de démarrage du projet d'évaluation.

Le but du projet, qui aurait dû durer 18 mois, et qui a finalement duré plus de 25 mois, aurait été d'observer trois élections, pour un total de quatre scrutins, notamment :

- Le Référendum, prévu pour le 31 octobre 2021, reporté au 19 mars 2023, puis réalisé le 18 juin 2023 ;
- Les élections présidentielles et législatives (couplées) prévues pour le dimanche 27 février 2022, dont les deuxièmes tours étaient prévus respectivement pour le 13 et le 20 mars 2022, mais qui se dérouleront bien au-delà de la conclusion du projet, c'est-à-dire en février 2024.

De plus, considérant la proximité des premières élections, qui auraient dû avoir lieu en octobre 2021, ECES a déployé l'unité de coordination du projet avec du personnel déjà identifiés pour un démarrage immédiat des activités et a pu engager des dépenses pour la mise en œuvre de l'action avant la signature du contrat.

La période d'exécution a été adaptée en fonction des développements politiques ainsi que des besoins, avec la possibilité de suspendre les activités du projet en cas de blocage du processus de transition, en accord avec le bailleur et les organisations partenaires.

Des éléments clés ont marqué des avancées de la transition durant la mise en œuvre de l'action comme l'adoption et la promulgation de la loi 2022-019 du 24 juin 2022 portant Loi électorale, l'adoption du décret 2022-0335/PT-RM du 06 juin 2022 fixant la durée de la transition à 24 mois à compter du 26 mars 2022 et la publication d'un chronogramme prévoyant des opérations électorales débutant en octobre 2022 avec la révision annuelle des listes électorales et l'organisation d'élections référendaires en mars 2023, reportées au 18 juin 2023.

Réorientation à géométrie variable du projet

Le projet a connu une double réorientation durant les 25 mois de mise en œuvre, en raison de l'incertitude du calendrier électoral dans le temps, raison pour laquelle tous les acteurs impliqués ont dû faire preuve de flexibilité et d'adaptation, non sans problème cependant.

1. Première réorientation

La première réorientation du projet, couvrant la période allant du 1er mai au 31 août 2022, a consisté principalement à basculer d'une mission d'observation électorale à une cellule de veille citoyenne, ayant pour objectif d'informer l'opinion publique nationale et internationale sur les avancées de la transition et le processus électoral dans l'attente de la publication d'un chronogramme électoral.

2. Deuxième réorientation

Avec la cellule de veille mise en stand-by, il a été possible de rebasculer en mission d'observation électorale déployée aux niveaux national, régional, local et communal, lors des périodes préélectorale, électorale et postélectorale. Suite à la publication d'un nouveau chronogramme électoral par les autorités maliennes - prévoyant des opérations électorales débutant en septembre 2022 avec la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), il a été convenu de rebasculer en mode observation électorale, permettant ainsi à la MODELE de redéployer les 75 OLT à partir de septembre 2022, couvrant aussi la Révision Annuelle des Listes Électorales – RALE (du 1er octobre au 31 décembre 2021 et du 1er octobre au 31 décembre 2022) et le référendum constitutionnel prévue pour le 19 mars 2023.

Un troisième avenant a été signé pour une extension, permettant à la MODELE d'observer le référendum, qui a finalement eu lieu le 18 juin 2023.

Pro-Observation se veut une action complémentaire aux initiatives en appui à l'administration électorale coordonnées par le PNUD⁹ à travers le Fond Commun. Il faut pareillement rappeler qu'au-delà du rôle joué par le PNUD dans le pays, il existe des missions d'observation électorale et des initiatives d'éducation citoyennes également complémentaires à l'action en question, comme celles menées par la Coalition pour l'Observation Citoyenne des Élections au Mali (COCEM)¹⁰, entièrement financée par USAID à travers NDI, le WANEP - Mali (Réseau Ouest africain pour l'édification de la paix)¹¹ et l'Association Malienne pour le Relèvement du Taux de Participation aux Élections.

Bref résumé du projet

Nom du demandeur	Centre Européen d'Appui Électoral (ECES)
Intitulé de l'action	Projet d'appui à l'observation citoyenne du cycle électoral de la Transition 2020-2022 au Mali - PRO Observation Mali
Lieu de l'action	Mali
Durée totale de l'action	25 mois

⁹ Voir : Le programme d'appui à la stabilisation du Mali à travers le renforcement de l'État de droit (PROSMED) ainsi que le Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali (PAREM).

¹⁰ Voir : <https://www.facebook.com/cocemmali/> y <https://cocem.ml/>

¹¹ Voir : <https://www.facebook.com/wanepmali/> y <https://wanepmali.org/>

Date de début	24 mai 2021
Date de fin	30 juin 2023
Contribution demandée	100%
Budget total (en euros)	3,5 millions Euros
Donateur du projet	Délégation de la Union européenne au Mali (DUE)
Objectifs de l'action	<p>L'objectif global du Projet d'appui à l'observation citoyenne du cycle électoral de la Transition 2020-2022 au Mali est de contribuer à l'intégrité du processus électoral national à travers l'appui aux activités d'observation électorale nationale crédibles. Pour cela, le projet vise à fournir un appui spécifique aux Organisations de la Société Civile (OSC) maliennes impliquées dans l'observation électorale nationale, en vue de déployer une mission d'observation en mesure d'observer chaque phase du processus électoral et de renforcer sur le long terme les capacités des OSC. Dans le cadre de ce projet il s'agit d'observer le référendum, l'élection présidentielle et les élections législatives (peut-être couplées).</p> <p>Les objectifs spécifiques sont de :</p> <ol style="list-style-type: none"> I. Aligner les standards d'observation du consortium des organisations de la société civile (Mission d'Observation Des Élections au Mali – MODELE-MALI) sur ceux des MOE internationales et régionales avec la mise à jour des outils d'observation électorale et le renforcement des capacités des observateurs. II. Soutenir la MODELE-MALI dans le déploiement et la conduite de MOE professionnelles, méthodiques et non partisans de toutes les phases du processus électoral. III. Capitaliser les leçons tirées de l'observation du processus électoral tout entier et des élections observées.
Groupes cibles	Les Organisations de la Société Civile (OSC)
Noms des bénéficiaires et des entités affiliées de l'action	Le consortium de la MODELE-Mali, composé par : l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali (Observatoire) ; l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), la Communauté des Blogueurs du Mali (DONIBLOG), le Consortium ELE-Citoyenneté Droits Humains Inclusifs/Droits de l'Homme au quotidien (DHQ) et TUWINDI.
Bénéficiaires finaux	La population malienne dans son ensemble.
Focus géographique	Le présent projet a couvert l'ensemble du territoire national à travers les 8 Régions administratives, les 2 rives du district de Bamako.
Résultats estimés	<ol style="list-style-type: none"> i. La méthodologie d'observation électorale nationale est alignée avec celle des MOE de l'UE et autres missions internationales et régionales. Les capacités des observateurs sont renforcées par des formations tenues par des experts internationaux.

	<p>ii. Les membres de la MODELE-MALI sont déployés pour observer et analyser la phase pré-électorale et sont en mesure de fournir des analyses ponctuelles pertinentes sur les avancées de la Transition, l'environnement politique et le processus électoral.</p> <p>iii. Les leçons apprises des MOE sont capitalisées et pérennisées.</p>
<p>Activités principales</p>	<p>Objectif 1 Aligner les standards d'observation du consortium (c'est à dire la MODELE) avec ceux des MOE internationales et régionales avec la mise à jour des outils d'observation électorale et le renforcement des capacités des observateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activité 1.1 : Formation de mise à jour pour les 75 OLT axée sur la nouvelle loi électorale en collaboration avec l'Assistance technique électorale de la Délégation de l'Union européenne (ATE DUE). - Activité 1.2 : Formation modulaires BRIDGE. - Activité 1.3 : Formations en cascade en observation électorale citoyenne et sur la remontée des données par SMS/Data à la plateforme « Conqueror » pour les 3000 observateurs de court terme par 75 OLT en 55 localités. - Activité 1.4 : Appui à l'élaboration des communiqués, rapports d'observation et à leur dissémination en collaboration avec l'ATE DUE. <p>Objectif 2 Soutenir la MODELE-MALI dans le déploiement et la conduite de MOE professionnelles, méthodiques, et non partisans dans toutes les phases du processus électoral.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activité 2.1 : Appui au déploiement des observateurs de la coalition et à la remontée des résultats. - Activité 2.2 : Mise en place de la plateforme technologique d'observation des élections « Conqueror » développée et fournie par TUWINDI. - Activité 2.3 : Mise en place d'une cellule de veille électorale (ESR). <p>Objectif 3 Capitaliser les leçons tirées de l'observation du processus électoral dans son ensemble et des élections observées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Activité 3.1 : Organisation d'un séminaire d'évaluation du processus électoral et de l'observation électorale en collaboration avec l'ATE DUE.

Ce projet, rédigé en tenant compte des priorités actuelles de l'UE au Mali, a été conforme au champ d'application de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) et à l'approche « Équipe Europe » de l'Union européenne. Il a pu refléter la priorité de l'UE, c'est-à-dire apporter une solution durable à la crise politique et sécuritaire qui frappe le pays depuis le coup d'État de la junte militaire de 2021.

Cette intervention a été conçue et financée dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique, en étant l'instrument financier à la pointe des tentatives de l'UE d'intégrer la migration politique, politique étrangère et partenariats pour le développement. Plus brièvement connu sous le nom de Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique (EUTF) son objectif principal est d'aider à promouvoir la stabilité dans les régions africaines touchées et de contribuer à une meilleure gestion des migrations, dans le but de s'attaquer aux causes profondes de la déstabilisation, des déplacements forcés et de la migration irrégulière, en promouvant la résilience, les perspectives économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement. Dans un contexte d'attention accrue de l'action extérieure de l'Union européenne envers l'Afrique en général et envers le Sahel en particulier, toute autre initiative future, avec l'objectif de soutenir la société civile malienne dans la transition, sera incluse dans le nouvel instrument de coopération dont l'UE s'est dotée ces derniers mois, à savoir l'Instrument de Voisinage, de Développement et de Coopération internationale (NDICI-Global Europe). Le NDICI regroupe une série d'instruments auparavant distincts y compris le susmentionné Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique. Le NDICI permet de développer des projets communs selon l'approche « Équipe Europe » (Team Europe Initiative - TEI), un critère lancé en 2020, qui prévoit une programmation et une coordination conjointes entre l'UE et ses États membres dans des projets de coopération avec des régions et des pays tiers, comme dans le cas du Sahel.

LOGIQUE D'INTERVENTION – Théorie du changement (TdC)

L'objectif de toute l'action était d'appuyer et accompagner la société civile malienne active dans l'observation électorale, pendant cette délicate phase de transition, pour une observation électorale citoyenne professionnelle de haut niveau, sur l'étendue du territoire malien.

En ce qui concerne la couverture géographique le projet a couvert l'ensemble du territoire national à travers les 8 régions administratives (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal) et les 2 rives (droite y gauche) du district de Bamako.

En termes de ressources humaines, l'action a mis en place un pool d'experts nationaux dans le cadre des formations, de la cellule de veille citoyenne et de l'observation électorale citoyenne.

Dispositif de la MODELE :

- 1 Chef de mission
- 1 Coordinateur de la plateforme technique
- 75 Observateurs de long terme (OLT) dont :
 - o 10 Superviseurs nationaux (8 régions et 2 pour le district)
 - o 10 Coordinateurs régionaux (8 régions et 2 pour le district)
 - o 55 Coordinateurs locaux (49 coordinateurs locaux des 49 cercles y 6 coordinateurs des 6 communes du district)
- 3000 Observateurs de court terme (OCT).

Des 3000 OCT, 2000 ont été déployés dans les régions du Sud et le district de Bamako (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako), alors que 1000 OCT dans le Centre et le Nord (Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal).

En ce qui concerne la dimension genre, en conformité avec la législation nationale, le projet a assuré le respect de la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015, destinée à promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives et qui réclame la prise en compte de 30% de femmes.

Les activités prévues par l'action ont été mises en œuvre, en utilisant l'approche du cycle électoral avec la structure qui suit:

- Période pré-électorale : activités visant à renforcer les capacités des acteurs impliqués en matière d'observation électorale, de rédaction et de publication de rapports et d'analyses, avec l'appui méthodologique de l'Assistante technique électorale de l'Union européenne.
- Période électorale : accompagnement des OSC dans l'exercice de l'observation des opérations de vote et de dépouillement mais également dans la compilation parallèle et de la rédaction des déclarations.
- Période post-électorale : analyses de la cellule de veille électorale et recommandations issues de l'atelier de capitalisation sur l'expérience de l'observation électorale.

En outre, le Projet PRO-Observation Mali doit être vu, puis évalué, dans le contexte plus large de l'ensemble de la logique d'intervention-théorie du changement (TdC) du cadre de résultats, structurée comme suit :

<i>Résultats</i>	<i>Composantes</i>	<i>Hypothèses</i>	<i>Critères de jugement</i>
1	Aligner les standards d'observation du consortium avec ceux des MOE internationales et régionales avec la mise à jour des outils d'observation électorale et le renforcement des capacités des Observateurs.	Si des parcours de formation (en observation et opération électorale) pour les OLT et des formations en cascade en observation électorale citoyenne pour les 3000 OCT par 75 OLT dans 55 localités, ainsi que la partie méthodologique et la mise en place d'outils d'observation électorale sont assurés.	ALORS la méthodologie d'observation électorale nationale est alignée avec celle des MOE de l'UE et d'autres missions internationales et régionales et les capacités des observateurs sont renforcées, notamment par des experts internationaux.
2	Soutenir la MODELE-MALI dans le déploiement et la	Si les membres de la MODELE-MALI sont déployés pour observer et analyser la phase pré-	ALORS il est possible de déployer et de conduire des MOE crédibles, professionnelles,

	conduite de MOE professionnelles, méthodiques, et non partisans dans toutes les phases du processus électoral.	électorale et sont en mesure de fournir des analyses ponctuelles pertinentes sur les avancées de la Transition, l'environnement politique et le processus électoral, grâce aussi à l'assistance de l'experte technique électorale de la Délégation (l'ATE DUE), à la mise en place d'une cellule de veille citoyenne, ainsi que d'une cellule de veille électorale (ESR), malgré le non-fonctionnement de la plateforme technologique d'observation des élections « Conqueror » développée et fournie par TUWINDI.	méthodiques, et non partisans dans toutes les phases du processus électoral.
3	Capitaliser les leçons tirées de l'observation du processus électoral dans son ensemble et des élections observées.	Si des leçons sont tirées et capitalisées tout au long du projet, comme par exemple dans les cas de l'atelier de capitalisation/débriefing.	ALORS les leçons tirées sont valorisées et pérennisées à travers la formulation des recommandations finales, grâce à la production et dissémination du rapport général de l'observation des élections référendaires du 18 juin 2023.

Explications détaillées

OBJECTIF 1 :

Aligner les standards d'observation du consortium avec ceux des MOE internationales et régionales avec la mise à jour des outils d'observation électorale et le renforcement des capacités des Observateurs.

RESULTAT 1 :

La méthodologie d'observation électorale nationale est alignée avec celle des MOE de l'UE et d'autres missions internationales et régionales et les capacités des observateurs sont renforcées tenues par des experts internationaux.

INDICATEUR 1 :

Renforcement de capacités en matière de processus démocratique

Activité 1.1 : Atelier de planification.

Activité 1.2 : Formation des Formateurs (FdF) – pour les 75 Observateurs de Long Terme (OLT) en matière d'observation électorale domestique et sur la remontée des données par SMS/Data à la plateforme « Conqueror ».

Quant à la première orientation du projet

Activité 1.1.1. : Atelier d'évaluation du parcours de la Mission d'Observation des Élections au Mali MODELE-MALI.

Résultat 1.1.1. : 2 journées d'évaluation avec les 10 superviseurs nationaux et les 10 coordinateurs régionaux, au cours desquelles les défis ont été identifiés, les enseignements ont été tirés et les leçons ont été apprises, dans le but de redresser la mission et d'améliorer son organisation et sa conduite.

Activité 1.1.2 : Formation des analystes de la MODELE-MALI.

Résultat 1.1.2 : Les capacités de 10 membres de la MODELE ont été renforcées, pour être en mesure de réaliser des analyses thématiques sur l'environnement politique et électorale grâce à 3 jours de formation dédiée.

Activité 1.1.3 : Formation de formateurs (FdF) BRIDGE¹².

Résultat 1.1.3 : Formation intensive de 10 jours répartis sur deux semaines pour 10 superviseurs nationaux et 10 coordinateurs régionaux. Les membres de la MODELE-MALI sont déployés pour observer et analyser la phase pré-électorale et sont en mesure de fournir des analyses ponctuelles pertinentes sur les avancées de la transition, l'environnement politique et le processus électoral.

Quant à la deuxième et troisième réorientation du projet

Activité 1.1 : Formation de mise à jour pour les 75 OLT axée sur la nouvelle loi électorale en juin 2022.

Résultat 1.1 : 3 sessions de formations de 3 jours sont organisées à Bamako pour les 75 OLT. De cette manière, les OCT ont reçu une session de formation de mise à jour concernant la nouvelle loi électorale adoptée en juin 2022, afin de rester en phase avec l'évolution légale durant la transition.

Activité 1.2 : Formation modulaire BRIDGE.

Résultat 1.2 : 2 ateliers modulaires de 4 jours chacun au profit de 55 OLT de la MODELE, en ayant renforcé par la suite leurs capacités en matière d'observation et d'opérations électorales, et pour accréditer BRIDGE 6 membres de la MODELE qui ont suivi la FdF, de sorte qu'ils puissent être encore plus compétents dans le sujet.

Activité 1.3 : Formations en cascade en observation électorale citoyenne pour les 3000 OCT par 75 OLT dans 55 localités (49 Cercles et 6 Communes du district de Bamako).

¹² BRIDGE : développer les ressources en matière de démocratie, de gouvernance et d'élections (Building Resources in Democracy, Governance and Elections). BRIDGE est un programme de développement professionnel modulaire avec un accent particulier sur les processus électoraux, élaboré par cinq organisations de premier plan dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance, à savoir la Commission électorale australienne (AEC), International IDEA, la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Division de l'assistance électorale des Nations unies (UNEAD). ECES compte plusieurs facilitateurs BRIDGE accrédités et accréditants par des modules "Train the Facilitators" (TtF).

Résultat 1.3 : Un total de 3000 observateurs de court terme sont formés par les OLT aux principes et aux aspects pratiques de mise en œuvre de l'Observation Électorale Nationale et sur la transmission des résultats.

Activité 1.4. : Appui à l'élaboration des communiqués, rapports d'observation et à leur dissémination.

Résultat 1.4. : Amélioration des capacités de conception, rédaction et présentation des rapports de la MODELE.

OBJECTIF 2 :

Soutenir la MODELE-MALI dans le déploiement et la conduite de MOE professionnelles, méthodiques, et non partisans dans toutes les phases du processus électoral.

RESULTAT 2 :

Les membres de la MODELE-MALI sont déployés pour observer et analyser la phase pré-électorale et sont en mesure de fournir des analyses ponctuelles pertinentes sur les avancées de la transition, l'environnement politique et le processus électoral.

INDICATEUR 2 :

Professionnalisation de l'observation électorale, en vertu du nombre d'observateurs nationaux formés et déployés.

Quant à la première orientation du projet

Activité 2.1. :

Mise en place d'une cellule de veille citoyenne.

La cellule, composée de 12 personnes (les 5 membres du comité stratégique¹³ et les 7 analystes déjà membres du comité national), était opérationnelle pendant 7 mois (1^{er} mai au 23 novembre 2022), a mis en place un dispositif de suivi, de coordination, d'analyse et d'alerte en temps réel sur le contexte politique, l'inclusive, les réformes électorales et constitutionnelles.

Résultat 2.1. :

Une cellule de veille citoyenne est créée pour le suivi et l'analyse de l'évolution de la transition à destination du grand public et de la Délégation de l'UE. Dans ce cadre, des rapports sont produits et des conférences de presse organisées. Des productions audiovisuelles sont développées à intervalle régulier à l'attention des utilisateurs de médias sociaux.

Quant à la deuxième et troisième réorientation du projet

Activité 2.1. :

Appui au déploiement des observateurs de la coalition.

Résultat 2.1. : Le déploiement des observateurs de la MODELE a eu lieu avec 75 OLT et 3000 OCT déployés à partir de septembre 2022, pour pouvoir observer la mise en place de l'AIGE (septembre 2022) et la RALE (1^{er} octobre – 31 décembre 2022), soumettant des rapports toutes les deux semaines au chef de mission.

¹³ Le Comité stratégique : il représente le Comité d'orientation politique de la Cellule et de la Mission. Il était disponible en temps plein pour les activités de la Cellule. Il était formé uniquement des premiers Responsables des cinq (5) OSC de la Synergie 22. Les 7 Analystes : sont des Observateurs à Long Terme (OLT) qui devaient être disponibles en temps plein mettant en place une Cellule de veille citoyenne au niveau national, composée essentiellement de sept (7) Analystes identifiés suivant les thématiques ci-après : 1. politique ; 2. électoral ; 3. juridique ; 4. droits de l'homme ; 5. médias ; 6. réseaux sociaux et 7. sécurité.

Activité 2.2. :

Mise en place de la plateforme technologique d'observation des élections « Conqueror » développée et fournie par TUWINDI.

Résultat 2.2. : malgré les échecs, une plateforme technologique d'observation électorale a été mise en place. Cette solution technique aurait dû développer le plan de déploiement statistique (Comptage Parallèle des Votes - PVT) des observateurs ; harmoniser l'outil de collecte de données avec la base de données ; paramétrer la base de données « Conqueror » pour chaque élection observée.

Activité 2.3. :

Mise en place d'une cellule de veille électorale (ESR)¹⁴

La Cellule de Veille Citoyen Électorale disposait de 3 chambres :

1. Chambre de décision/politique de consolidation de l'observation ;
2. Chambre intermédiaire/d'analyse qui travaillait sur les brouillons ;
3. Chambre technique/des gestionnaires de données de réception des données des observatoires de courte durée.

Opérationnalisé sur cinq jours à compter de la veille de chaque scrutin, l'ESR constitue un dispositif de suivi, de coordination, d'analyse et d'alerte en temps réel sur les conditions d'organisation des opérations. En outre, la cellule a publié 4 déclarations et 2 communiqués de presse. De septembre 2022 à avril, ladite Cellule est revenue à une véritable mission d'observation électorale.

Résultat 2.3 : Une cellule de veille électorale est mise en place pour le suivi, de coordination, d'analyse et d'alerte en temps réel sur les conditions d'organisation des opérations et le déroulement des consultations référendaires.

OBJECTIF 3

¹⁴ Structure de la ESR :

1. La Chambre de Décision, appelée chambre politique, était composée des experts juridiques et électoraux, des leaders de la société civile et de la Mission d'Observation des Élections au Mali, le représentant de l'AIGE, du Ministère de l'Administration Territoriale et la Décentralisation (MATD) et le représentant du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (MSPC). Elle avait pour vocation de faire une analyse objective des informations remontées et d'informer en temps réel les autorités en charge des élections sur les cas de dysfonctionnements ou de violences constatés, afin que des dispositions adéquates soient prises pour y remédier. En effet, les représentants de l'AIGE, MATD et MSPC étaient présents dans la chambre politique exclusivement pour informer en temps réel à leurs Ministères de tout problème rencontré par les observateurs pour avoir des solutions immédiates. La chambre politique était chargée de faire des déclarations sur le déroulement du processus.
2. La Chambre Intermédiaire, appelée chambre d'analyse, était constituée des analystes et experts genre/handicap, politiques, statistiques et de la MODELE Mali. Elle était destinée à analyser et interpréter les données brutes remontées par les gestionnaires de données afin d'informer et éclairer les prises de position de la chambre de décision.
3. La Chambre Technique, appelée chambre des gestionnaires de données, était composée de cinquante (50) gestionnaires de données. Elle était prévue pour collecter en temps réel les données de terrain à travers une plateforme qu'aurait été accessible en ligne, au profit de tous les utilisateurs. D'un point de vue pratique, les messages SMS envoyés par les OCT, formés et déployés au long du pays, auraient dû être déchiffrés, vérifiés et cartographiés en temps réel à l'aide de la technologie développée par la Fondation TUWINDI. Ce qui aurait dû permettre de faire des interventions immédiates, pour régler les dysfonctionnements, en lien avec les Organes de Gestion et de Suivi des Élections. Les données auraient également dû être publiées, en temps réel, sur la plateforme. De même, les PV des résultats des 3000 bureaux de vote auraient dû être photographiés par les OCT dotés de smartphones et traités par TUWINDI.

Capitaliser les leçons tirées de l'observation du processus électoral dans son ensemble et des élections observées.

RESULTAT 3 :

Les leçons apprises des MOE sont capitalisées et pérennisées.

INDICATEUR 3 :

Capitalisation et viabilité du modèle utilisé.

Activité 3.1 :

Organisation d'un séminaire de 2 jours pour le débriefing, l'évaluation et la capitalisation des leçons apprises de l'observation depuis le début du projet.

Résultat 3.1 :

Les leçons tirées de l'observation de juin 2021 jusqu'au avril 2023 sont capitalisées, en étant l'occasion pour la formulation des recommandations finales. Production et dissémination du rapport général de l'observation des élections référendaires du 18 juin 2023.

La stratégie de mise en œuvre de l'action est coordonnée par le Comité de Suivi Intégré (anciennement connu sous le nom de Comité de Pilotage) composé de la coordinatrice du projet, des cinq représentants des organisations membres de la Synergie 22 et de l'Assistante technique électoral de la Délégation de l'UE au Mali. Le comité se réunit deux fois par mois, ou davantage en cas d'évènements exceptionnels.

4. RÉSULTATS

4.1. PERTINENCE

Une société civile forte et engagée peut contribuer effectivement à l'amélioration, à l'inclusivité, à la crédibilité et à la transparence du processus électoral dans son ensemble, concourant à la solution pacifique des nombreux problèmes non résolus dans le pays.

L'exercice de formation et de déploiement d'observateurs électoraux nationaux tout au long du cycle électoral (avant, pendant et après) favorisent la continuité de l'attention de l'OSC, capable de limiter d'éventuelles initiatives unilatérales de la part des autorités pendant la transition.

Les objectifs généraux de renforcement des compétences et du savoir-faire de la société civile ont été atteints, mais des améliorations restent encore à apporter à la méthodologie pour aligner leurs standards sur les missions d'observation internationales et régionales.

4.2. COHÉRENCE

Par rapport à la Délégation de l'union européenne au Mali (DUE)

Les piliers du projet sont cohérents pas seulement avec la stratégie de l'Union européenne au Mali, mais aussi avec toutes les actions entreprises par les autres acteurs internationaux qui financent des projets dans le même domaine, principalement, l'Institut républicain international (IRI) et l'Institut national démocratique (NDI), avec lesquels ECES a déjà une collaboration traditionnelle non seulement au Mali, mais également dans d'autres pays africains.

Suite aux entretiens avec la DUE, il s'est avéré que la première difficulté objective remonte à la date de signature du contrat, soit le 24 mai 2021, date du coup d'État. La DUE s'est demandée s'il fallait suspendre ou maintenir le contrat compte tenu des nouvelles circonstances. Il a été décidé de continuer, précisément dans le but de renforcer les capacités d'abord par la mission d'observation électorale puis avec la veille citoyenne.

Les relations entre ECES et la MODELE étaient au début bonnes, mais se sont détériorées par la suite, soit à cause des problèmes liés aux appels d'offre (vers la fin du 2022, début du 2023), soit parce que la MODELE a commencé à placer des obstacles pour essayer d'obtenir un financement direct, car elle souhaitait incontestablement gérer directement les fonds sans passer par des intermédiaires.

Quant à la livraison des résultats de l'observation des élections, il y eu un problème de responsabilité ultime de la part de la MODELE, bien qu'en définitive les résultats attendus (*deliverables*) du projet relevaient de la responsabilité d'ECES. Sans doute la MODELE aurait dû travailler en profondeur et en continu sur la remise des résultats de l'observation des élections, afin de fournir des conclusions fiables et incontestables, mais cela n'a pas été fait. Il existe donc un doute raisonnable sur le fait que ce manque n'a pas été accidentel.

La Délégation a souligné d'une part que les profils de l'équipe de projet finale n'étaient pas les mêmes que ceux présentés, donc initialement approuvés, et d'autre part qu'il y a eu des problèmes par rapport à les appels d'offre. En réalité, l'erreur a été qu'ECES a initialement utilisé une procédure non appropriée (appel d'offre de service plutôt que de fournitures). Malgré cela, la DUE s'est exprimée clairement sur sa volonté de faire avancer le projet et de continuer à soutenir le renforcement de la société civile dans le pays, un de ses objectifs politiques prioritaires au Mali.

La Délégation estime qu'elle a dû faire face à un projet techniquement facile, mais politiquement difficile, car il souffrait d'une double difficulté due au contexte : la *co-gestion* du projet et le *co-suivi* politique de celui-ci. D'autre part, malgré de courts délais dans les contrats, ils les parties impliquées ont bien réagi avec de gros changements et autant d'adaptations.

La DUE s'est dite très critique de la notion d'"honoraires" attribués aux membres de la MODELE, qui a revendiqué le droit d'avoir encore plus d'argent, pour lequel il faut revoir le dispositif des salaires, mettant clairement en évidence la différence entre les honoraires et les salaires lors d'un projet de ce type, dans le but d'éviter les conflits d'intérêts et les malentendus entre les partis.

Le budget original avait été présenté par la MODELE dans la phase d'identification du projet et ECES l'avait ensuite adapté et aligné à la description de l'action. Pour la signature du contrat, l'ensemble des documents de projet (Annexe A, Annexe B et Annexe C) avaient été approuvés par la DUE.

À l'avenir, la Commission Européenne a placé certaines lignes rouges, notamment sur les critères que les OSC doivent respecter, afin de d'accéder aux financements, notamment la neutralité, l'intégrité et la capacité à travailler en équipe, pour tout nouveau projet qu'elle conçoit, en attendant les propositions d'ECES en ce sens.

Par rapport à l'Assistance technique électorale de la Délégation de l'Union Européenne au Mail (ATE DUE)

L'Assistance technique électorale de la Délégation de l'UE (ATE DUE) au Mali a :

- Contribué à la conception et au déroulement des ateliers d'évaluation et de formation des membres de la MODELE-Mali.

- Participé à l'élaboration des aspects conceptuels et méthodologiques de la veille citoyenne électorale en étroite collaboration la MODELE-Mali et ECES.
- Contribué au respect des standards internationaux pertinents dans la mise en œuvre des aspects conceptuels et méthodologiques de la MODELE-MALI.

Selon l'ATE DUE, ECES a parfaitement rempli sa mission.

Pour l'Assistante Technique de la Délégation le projet avait été conçu et développé très rapidement. Un autre élément était celui du changement de personnel au sein de la délégation de l'UE, avec un changement correspondant d'opinions sur le projet. Le rôle de Marie-Violette César, axé sur la méthodologie, était de corriger les rapports de la MODELE. Ce travail supplémentaire était, de son avis, trop souvent infructueux, presque jusqu'à un point de rupture qui aurait conduit à la suspension de la collaboration, ce qui n'aurait pas été perçu négativement par le chef de mission de la MODELE qui aurait voulu avoir une relation exclusive avec le bailleur de fonds sans autres parties prenantes comme dans le cas d'ECES et d'ATE DUE.

Observations et recommandations de l'ATE DUE :

- Un contexte politique national aussi volatile et fluide rend nécessaire des mesures flexibles et attentives aux changements, ainsi que la préparation de différentes approches comme plan de contingence afin que tous les événements imprévus soient pris en compte.
- Les rapports de la COCEM sont trop "parfaits", puisque la méthodologie utilisée par le NDI en faveur de son homologue local est extrêmement formaliste, en allant très en profondeur dans la révision finale des textes.
- Sangho (voir la MODELE) s'en tient trop aux formalités des contrats.
- Il faut un mandat plus impératif, c'est-à-dire plus engageant et péremptoire, soit pour la MODELE soit pour tout autre consortium qui le remplacerait.
- Il est nécessaire de transférer les connaissances et le leadership à la nouvelle génération.
- Il faut réduire le nombre d'observateurs déployés, par exemple 1000 au lieu de 3000.

4.3. EFFICACITÉ

Les interventions du projet soutenant le développement des capacités de la MODÈLE ont été très efficaces selon toutes les parties prenantes interrogées, atteignant les objectifs prévus, avec cependant quelques difficultés dans la performance durant le recueil des résultats à cause du dysfonctionnement de la plateforme technologique.

Malgré un contexte politique incertain, y compris au sujet des procédures liées à la possibilité de déployer des observateurs en toute sécurité dans le nord du pays, la détermination continue affichée par la MODELE a largement contribué à forger une image et une réputation de professionnalisme, de sérieux et de fiabilité auprès des donateurs et des citoyens, à l'exception de quelques problèmes mineurs qui suscitent des préoccupations quant à la poursuite des activités.

Selon TUWINDI exclusivement, les raisons de la sous-performance lors de l'observation du 18 juin 2023 devraient être imputées à la responsabilité individuelle des OCT, qui auraient sous-performé dans leur rôle assigné. En effet, TUWINDI a même laissé entendre qu'un nombre plus élevé d'OCT, que celui annoncé par la MODELE, pourrait ne pas avoir pris part à l'observation du référendum du 18 juin. Par conséquent, il est plausible que TUWINDI, afin de détourner l'attention de la défaillance de son dispositif, ait cherché à partager une partie de la responsabilité du dysfonctionnement de la plateforme « Conqueror » au

déploiement restreint des OCT. Surtout, le comportement nonchalant du Chef de la MODELE a incontestablement sapé la crédibilité de son observation électorale.

4.4. EFFICIENCE

Malgré quelques questions mineures et quelques changements en cours, le personnel d'ECES a été à la hauteur des objectifs. En effet, non seulement les ressources mobilisées pour soutenir le développement du projet se sont révélées rentables, présentant un rapport qualité-prix élevé pour les donateurs, mais aussi la réactivité et flexibilité d'ECES a permis le démarrage immédiat du projet avec les ressources humaines prêtes à être déployées sur le terrain.

Sur la base des deux audits annuels (2021, 2022), qui n'ont pas relevé d'inéligibles, on peut déduire qu'ECES a suivi des procédures de gestion transparentes conformes aux meilleures pratiques de l'UE.

De plus, un élément à considérer pour des projets futurs est la capacité d'ECES à avancer les fonds nécessaires, de sorte que les activités puissent commencer dès le jour même de l'accord de projet et le budget, plutôt que d'attendre qu'elles démarrent seulement une fois que les fonds des donateurs soient disponibles.

4.5. IMPACT

Débutant en mai 2021 et se terminant en juin 2023, les actions du projet ont eu un effet positif sur la crédibilité et la transparence du processus électoral, en consolidant le rôle actif de la société civile dans les élections.

L'impact des actions du projet est mis en évidence par un bon niveau de préparation des observateurs nationaux formés, malgré certaines défections parmi les OCT à la dernière minute.

De plus, il est important de souligner l'efficacité des rapports produits par la MODELE qui a montré, grâce aussi à l'appui de l'ATE DUE et d'ECES, qu'elle était capable d'appliquer avec succès une méthodologie claire et précise, inspirée des normes internationales, un objectif à atteindre qui nécessite encore du temps et des efforts conjoints.

Quant à l'hypothèse de poursuite de la collaboration, les possibilités suivantes ont été discutées avec tous les représentants de la MODELE, sauf TUWINDI, qui n'a pas souhaité être présent à la réunion pour des raisons non précisées :

1. Élargir la participation à d'autres partenaires locaux, à condition qu'ils soient crédibles, c'est-à-dire qu'ils garantissent l'impartialité et la neutralité.
2. Pleine volonté de collaborer avec la COCEM.
3. Exclure TUWINDI de l'appareil opérationnel, en le laissant s'occuper que de la partie technique.
4. Au cas où il n'y aurait pas de deuxième phase, les sponsors potentiels du consortium seront probablement le Carter Center, le PNUD, les Pays-Bas, Oxfam, l'Allemagne, la OIF ou Open Society-Dakar, etc...
5. Ils seraient d'accord pour continuer avec ECES, bien qu'ils préfèrent un financement direct, pour deux raisons : ils connaissent le terrain et ils pensent qu'on économiserait beaucoup à ne pas faire appel à un organisme intermédiaire.

6. Pour un éventuel nouveau protocole d'accord (MoU), la MODELE exige que les rapports d'ECES et de l'ATE DUE à la DUE soient partagés avec elle ou qu'elle fasse partie intégrante de chaque occasion afin de n'être exclu de rien.

En effet, les membres du consortium sont d'avis que le MoU entre ECES et la MODELE n'a pas été respecté, générant d'importantes frustrations. Selon la MODELE, le processus avec lequel ses projets ont été présentés à la DUE a fini par reléguer au second plan le rôle du consortium, au profit de celui de l'organisme intermédiaire. La MODELE est même allé jusqu'à critiquer le DUE pour son présumé manque de clarté à cet égard.

4.6. DURABILITÉ/VIABILITÉ

Les principaux facteurs qui poussent les bailleurs de fonds à reconsidérer le dispositif mis en place pour le projet en cours d'évaluation, en dehors des crises entre les parties et la structuration de l'appui, remonte surtout à :

- L'attitude de la MODELE, car en plusieurs occasions, elle n'a pas été à la hauteur de la tâche, compromettant ainsi son impartialité et sa neutralité ;
- La défection à la dernière minute d'un certain nombre d'OCT le jour du referendum ;
- L'échec de la transmission des données dûe à un système technologique incapable de remplir le rôle très délicat pour lequel il était destiné, via la plateforme « Conqueror » de TUWINDI, qui n'a pas répondu aux attentes. Ici il faut mentionner non seulement les problèmes de réception et de traitement des données transmises par les OCT (1847 sur 3000 déployés), mais aussi ces données transmises par les OCT ne sont jamais apparus sur le site web de la plateforme « Conqueror ».

Selon TUWINDI, les causes du dysfonctionnement auraient été : le manque de temps pour mettre en place la plateforme ; le non-respect d'un plan de déploiement statistique ; les changements constants de la liste des observateurs ; problèmes logistiques, etc... En conséquence la solution aurait été de mettre en place la mode d'exécution sans échec sur « Conqueror », pour lui permettre d'être mis en œuvre de manière simple. Même si le service demandé à TWINDI n'a pas été fourni de manière satisfaisante, il a toutefois été convenu qu'ECES ne demande pas de remboursement de l'avance reçue par TWINDI (équivalent à €55.000), pour le travail effectué sur les deux plateformes – l'une pour le référendum et l'autre pour les élections présidentielles – et en même temps de ne pas payer le solde restant de 20% correspondant à la dernière tranche du contrat¹⁵.

ECES avait accepté de payer une grande partie du montant stipulé dans l'accord - environ 80%, faisant ainsi une exception aux pratiques d'ECES pour les contrats forfaitaires où l'avance maximale qui peut être donnée en général n'est pas plus de 40% - pour que TUWINDI puisse atteindre les meilleurs résultats en un temps restreint :

- Développer le plan de déploiement statistique (Comptage parallèle des Votes - PVT) des observateurs ;
- Harmoniser l'outil de collecte de données avec la base de données ;
- Déployer et paramétrer la base de données « Conqueror » pour chaque élection observée ;

¹⁵ En août 2021, ECES a signé un contrat avec TUWINDI aux termes duquel ce dernier était principalement chargé : a) de mettre en place son système d'information électorale "Conqueror" et de migrer vers une nouvelle technologie beaucoup plus performante ; b) de sécuriser et de renforcer la transmission des données et la plateforme ; c) d'élaborer le plan de déploiement ; d) de recruter et de former les gestionnaires des données et les observateurs et ; d) d'assurer la gestion des données via sa plateforme technologique et de coordonner l'ensemble de la mise en place technique.

- Former des Gestionnaires de données – Équipe de Veille et d'Analyse (EVA) – à la prise en main de la base de données, la gestion des flux de données et la gestion des relations avec les observateurs ;
- Former les formateurs des observateurs à la technique de collectes des données par SMS et data ;
- Assurer le Support Technique pendant la période pré-électorale, électorale et post-électorale.

Les points clés du litige entre ECES et TUWINDI sont :

- L'incapacité de la plateforme d'héberger 3000 OCT ;
- La non-disponibilité des données en temps réel, qui a été relevée par toutes les parties concernées (MODELE, DUE et ECES) ;
- L'absence de preuve de la mise à niveau de la plateforme technologique pour les élections présidentielles et législatives (couplées), pour laquelle ECES avait déjà versé un acompte de €45.750 sur les €55.000 ;
- L'absence de preuves du renforcement de la sécurité de la transmission des données et de la plateforme elle-même, pour laquelle ECES avait déjà payé une avance de €16.000 sur les €20.000.

4.7. GENRE, JEUNESSE ET GROUPES VULNÉRABLES

Conformément au plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes, l'action prête une attention particulière à la promotion de l'égalité de genre et la participation des femmes, ainsi que la nécessité d'une inclusion majeure dans le processus électoral des groupes marginalisés notamment, les femmes, les jeunes et les personnes avec handicap. La société malienne se caractérise par un faible taux d'intégration des femmes dans les instances de décision et dans le processus démocratique. Il est donc important de promouvoir les droits des femmes à la pleine participation politique et d'affirmer leur légitimité comme actrices de la vie politique et publique. Cependant, certaines organisations et réseaux de femmes ont démontré leur efficacité dans la promotion de la paix et de la tolérance.

Par ailleurs, il existe de grandes différences de statut des femmes et d'accès à l'espace public entre les zones urbaines et rurales au Mali.

Ce projet a dénoncé la sous-représentation des femmes et des jeunes filles dans les processus de paix et dans le domaine de l'observation électorale.

Il faut souligner que l'action a réussi à assurer la participation de 37% de femmes dans toutes les activités du projet, notamment en tant qu'observatrices déployées.

5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le principal défi pour le Mali est d'apporter de façon immédiate de véritables solutions à la population contre l'insécurité, la corruption et la pauvreté, en donnant la priorité à la santé, l'éducation, l'accès à la terre et à la résolution des conflits territoriaux.

Étant donné que jusqu'à la crise de 2012, le Mali était généralement cité comme un exemple de stabilité politique en Afrique de l'Ouest et au Sahel, voici quelques étapes politico-institutionnelles décisives du contexte malien :

- Révolution de 1991 : a marqué un tournant important dans l'histoire du pays. Elle a conduit à la chute du régime autoritaire de Moussa Traoré et à l'avènement de la démocratie. Cette période a abouti à la rédaction d'une nouvelle Constitution en 1992.
- Élections multipartites : depuis 1992, le Mali a organisé des élections généralement compétitives et multipartites. Ces élections ont permis au pays de maintenir un système démocratique où les citoyens avaient la possibilité de choisir leurs dirigeants par le biais d'élections libres et équitables.
- Révisions constitutionnelles infructueuses : le Mali a tenté à plusieurs reprises de réviser sa Constitution, en 2001, 2012 et 2017, mais ces tentatives ont échoué. Ces révisions constitutionnelles étaient motivées par diverses raisons, notamment des insuffisances perçues dans la Constitution existante et des demandes de changements de la part de certains groupes politiques.
- Cependant, la situation politique au Mali a pris un tournant dramatique en 2012 lorsque des groupes rebelles Tamashek (c'est-à-dire des Touaregs) et des groupes djihadistes ont profité de l'instabilité pour s'emparer du nord du pays, des territoires dont la souveraineté avait en réalité déjà été tacitement laissée entre les mains d'acteurs non étatiques, qui avaient fait des régions du nord leur sanctuaire. Cela a déclenché une crise qui a eu des répercussions majeures sur la stabilité politique et la sécurité du Mali. Dès lors, le pays a connu des périodes d'instabilité et de conflit, malgré les efforts pour restaurer la stabilité politique et la sécurité.
- Déclaration de l'indépendance de l'Azawad : en 2012, des groupes locaux, principalement des groupes Touaregs, ont déclaré l'indépendance de la région du nord du Mali, qu'ils ont nommée Azawad. Ces groupes ont été soutenus par des militants djihadistes internationaux, créant ainsi une alliance à la fois tactique et stratégique, ce qui a donné vie à un « État Islamique » *ante litteram* par rapport à Daesh. Le nord du Mali est devenu un bastion pour les groupes djihadistes qui ont profité du chaos pour s'implanter dans la région. Les activités terroristes et les trafics illégaux, notamment le trafic de drogue et la contrebande, ont prospéré dans cette zone.

- Revendications d'indépendance au nord : la crise dans le nord du Mali a été alimentée par les revendications d'indépendance des groupes Touaregs et d'autres groupes minoritaires.
- Coup d'État : en réaction à la crise dans le nord du pays, l'armée malienne a mené un coup d'État en mars 2012, renversant le président Amadou Toumani Touré. Cela a entraîné une période de chaos politique et d'incertitude.
- Intervention militaire étrangère : face à l'aggravation de la situation, la communauté internationale, dirigée par la France, a lancé une intervention militaire en janvier 2013 pour contrer les groupes djihadistes et soutenir le Mali.
- Crise politique à Bamako : la capitale a également été le théâtre d'une crise politique profonde, caractérisée par des tensions politico-institutionnelles, des protestations populaires et des revendications de réformes économiques et politiques.
- Conflits interethniques au centre : le centre du Mali a également été le théâtre de conflits interethniques et de violences, provoquant l'explosion de formes d'irréductibilité auparavant endormies.
- La situation s'est aggravée au fil des années en raison de la faiblesse du gouvernement central, de la corruption, de l'inefficacité des institutions et des divisions politiques. Les élections et les protestations ont contribué à l'instabilité politique, et la réélection d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) en 2018 a été marquée par une détérioration générale, aggravée par les élections législatives de mars-avril 2020 et les nombreuses protestations qui ont suivi ces élections.
- Résultats des élections de 2020 : ces élections ont été marquées par des contestations et des accusations de fraude électorale. La Cour constitutionnelle du Mali a modifié les résultats de certaines élections, ce qui a suscité la controverse et la contestation.
- Création du CODESAC : en réponse à la controverse entourant les élections, un groupe de députés a formé le Collectif des députés spoliés par l'administration et par la Cour Constitutionnelle (CODESAC). Ce collectif a cherché à défendre les intérêts des députés dont les résultats électoraux avaient été remis en question.
- M5-RFP : le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) est un mouvement de protestation qui s'est opposé au gouvernement en place et a demandé la démission du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) en 2020. Le M5-RFP a organisé des manifestations de masse et a contribué à la pression politique croissante sur le gouvernement.
- Insurrection de l'armée : le 18 août 2020, une insurrection de l'armée a éclaté, conduisant à la démission du président IBK. Les militaires à l'origine de cette insurrection ont formé le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) et ont pris le contrôle du gouvernement.
- Transition : le CNSP a promis de rendre le pouvoir à des civils élus dans un délai de 18 mois. M. Bah N'Daw a été nommé président de la transition, et un gouvernement

de transition a été formé. La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a soutenu ce processus de transition et a exigé qu'il soit inclusif.

- Conseil national de transition (CNT) : dans le cadre de la transition, le CNT a été créé pour jouer un rôle clé et a pour mission de voter sur les réformes proposées, notamment celles liées au système électoral, ainsi que sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Jusqu'à-là, en ce qui concerne l'organisation des élections, une configuration assez complexe existait au Mali, caractérisée par la présence de trois organes ayant des attributions spécifiques, notamment :

- Le ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD). Ce ministère est responsable de la préparation technique et matérielle des élections. Bien qu'il ne dispose pas d'une division électorale distincte, il joue un rôle essentiel dans la logistique et l'organisation des élections. Il dépend souvent de l'appui technique externe et des ressources et compétences des préfets et sous-préfets pour l'organisation du scrutin. C'est l'entité gouvernementale qui supervise généralement le processus électoral dans le pays ;
- La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). La CENI est chargée de superviser et de suivre le processus électoral pour garantir sa régularité et sa transparence, toutefois son rôle est plutôt secondaire ;
- La Délégation Générale aux Élections (DGE). La DGE est en charge du fichier électoral, qui est une composante essentielle de tout processus électoral.

Pour tout simplifier et rendre plus crédible, il a été décidé de créer une autorité indépendante, l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE)¹⁶.

L'AIGE est chargée, entre autres :

- de la confection, de la gestion, de la mise à jour et de la conservation du fichier électoral ;
- la réception et de la transmission des dossiers de candidatures relatifs aux élections des Députés à l'Assemblée nationale, des Conseillers nationaux et des Conseillers des Collectivités territoriales ; des opérations de dépouillement des bulletins de vote, de recensement des votes, de la centralisation, de la proclamation, de la publication des résultats provisoires des scrutins par bureau de vote et de la transmission des procès-verbaux ;
- de la gestion des observateurs nationaux et internationaux;
- de la confection, de la personnalisation, de l'impression et de la remise des cartes d'électeur biométriques à l'occasion des opérations référendaires et des élections et de la mise en place des cadres de concertation permanents avec l'Administration, les partis politiques et la société civile.

¹⁶ Le type d'administration électorale, dans la Loi N°2022-019 du 24 juin 2022 portant Loi électorale, est hybride avec deux Organes de gestion qui voient la domination des Pouvoirs publics: l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) et le Ministère de l'Administration du Territoire (MADT). La Cour Constitutionnelle continue de gérer le contentieux, mais reste le premier et le dernier arbitre du processus électoral en ce qui concerne l'élection présidentielle et les élections législatives.

L'AIGE¹⁷ participe à l'élaboration de la législation afférente aux élections.

Le MADT est chargé, entre autres :

- de l'organisation technique et matérielle des opérations référendaires et électorales ;
- de la révision des listes électorales ;
- de la création, de l'emplacement et du ressort des bureaux de vote en rapport avec l'AIGE ;
- de la gestion du matériel et de la logistique des opérations référendaires et électorales et de la conservation du matériel après les élections ;
- du financement public des partis politiques et de la mise en place du matériel et des documents électoraux en rapport avec l'AIGE.

La nouvelle Constitution du Mali, soumise à référendum dimanche 18 juin, a été approuvée : le « oui » a obtenu 97 % et le taux de participation était de 39,4 % selon les données fournies par l'autorité électorale.

Ainsi mêmes les militaires, donc le chef de la junte, le colonel Assimi Goita, qui gèrent la transition, pourront se présenter en février 2024 à l'élection présidentielle, qui doivent rendre les rênes du commandement à un gouvernement.

En effet, la nouvelle Constitution prévoit l'amnistie pour les auteurs de coups d'État survenus avant sa promulgation. Il renforce également les pouvoirs du président, donne un rôle important aux forces armées, et souligne la centralité de la "souveraineté" du pays en plusieurs points.

Des problèmes sécuritaires ont contribué à limiter l'exercice du vote (des vastes régions du pays sont visées par des groupes djihadistes) et aussi des problèmes politiques : les groupes rebelles du nord-est, signataires de l'Accord de Paix d'Alger en 2015¹⁸, n'ont pas jugé recevable le projet de constitution, parce qu'il n'applique pas ledit accord et ne permet pas la mise en place d'une décentralisation effective du pouvoir. De plus, des organisations religieuses influentes ainsi que des personnalités éminentes, telles que l'imam Mahmoud Dicko, se sont battues pour que le principe de l'État laïc soit retiré de la Constitution.

Les élections de 2018 ont démontré la limite de la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne (MOE-UE) en raison de l'impossibilité de déployer des observateurs européens pour des raisons de sécurité sur l'ensemble du territoire malien. Il a donc été convenu de concentrer les efforts sur une observation citoyenne locale qui respecte les normes internationales d'observation électorale. Cela signifiait une réappropriation par les Maliens de la dimension politique, sachant également qu'une autre MOE-UE n'aurait de toute façon pas été facilement acceptée politiquement au Mali.

¹⁷ Dans l'un de ses rapports, la MODELE s'exprime de manière péremptoire sur la survie et l'enracinement institutionnel de l'AIGE : l'ancrage dans la seule loi électorale, qui est une loi ordinaire, ne garantit pas la stabilité et la longévité de l'institution naissante, mais que au contraire il serait bien que l'AIGE dépend d'une loi supérieure, c'est-à-dire d'une loi constitutionnelle. Puisque l'AIGE a pour mission l'organisation et la gestion de toutes les opérations référendaires et électorales et le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) a pour mission d'appuyer l'AIGE, paraît-il cependant que le MATD bénéficie d'une large place dans la gestion des élections au détriment de l'AIGE, en raison à la fois d'équilibres internes délicats et du manque d'expérience d'une institution par rapport à l'autre.

¹⁸ L'Accord d'Alger, officiellement dénommé « Accord pour la paix et la réconciliation au Mali », visant à mettre fin à la Guerre du Mali, a été signé dans la capitale algérienne le 15 mai 2015 entre la République du Mali et la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA).

Un autre élément à prendre en compte désormais est l'approche transversale de toutes les forces sociales contre les autorités françaises en Afrique. L'Union européenne doit comprendre que les réticences sont les plus fortes lorsque la France est leader des initiatives dans des contextes aussi volatils.

5.1. LEÇONS APPRISES

Dysfonctionnement de la plateforme « Conqueror » et exclusion de TUWINDI de la MODELE

Lors de la planification de l'action, le facteur de risque de dysfonctionnement de la plateforme n'avait pas été pris en considération et, malheureusement le dysfonctionnement de la plateforme « Conqueror » dans la transmission des résultats des BV, sans plan de contingence, a considérablement affecté le succès de l'observation du référendum. Il est donc nécessaire de recourir à des partenaires techniques plus fiables. Compte tenu de la publication des résultats par bureau de vote est un point essentiel de ce projet, le non-respect de cette obligation peut entraîner la suspension du projet. Le dysfonctionnement de la plateforme « Conqueror » a entraîné la décision conséquente de la MODELE, lors de la capitalisation du 10 juillet 2023, du retrait de TUWINDI du dispositif politique, en ne lui confiant que la partie technique.

Dé légitimation de la mission d'observation en raison des déclarations désinvoltes et imprudents des membres du consortium.

La volonté d'une société de se rendre aux urnes, encore plus si en plein transition, est représentée par l'élément critique du taux participation, comme dans le cas du référendum du 18 juin 2023. Pour cette raison, il est essentiel que tout groupement de la société civile malienne chargé de l'observation domestique des élections ait et exprime des garanties d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. Malheureusement, ces caractéristiques ont été remises en question par les déclarations faites par un membre du consortium à la veille des consultations sur la manière de voter et par l'annonce intempestive par le chef de mission de la MODELE sur le taux de participation possible, sur la base des données reçues de la plateforme. Dans les deux cas, cela a suscité d'importantes réactions négatives, délégitimant la même mission d'observation et ayant des répercussions sur l'ensemble du projet.

Pour éviter le même scénario, il est suggéré de revoir les modalités, les critères de choix des membres du consortium ainsi que les modalités de fonctionnement internes de la MODELE, en instaurant par exemple une présidence tournante. Cela permettrait de n'avoir qu'un seul porte-parole de la mission autorisé à dialoguer avec la presse, et doté de plus d'impartialité et neutralité dans ses déclarations. Il faut également considérer le fait que le président de la MODELE, Sangho, ne pourra très probablement pas continuer et exercer le rôle de président/porte-parole du consortium. Il fait en effet l'objet d'une enquête pour ses déclarations intempestives, malgré l'absence de preuves au moment de la visite sur le terrain.

Contrats plus détaillés avec les partenaires locaux

Il est suggéré que les contrats d'ECES avec les OSC soient désormais plus détaillés et taillés sur mesure en fonction de la contrepartie identifiée, afin d'éviter les répercussions, comme dans le cas de TUWINDI.

Calendrier électoral fiable

Il est essentiel de disposer d'un calendrier électoral bien défini par rapport à la prolongation de la transition, dans les meilleurs délais.

Conditions de sécurité changeantes

Les conditions de sécurité pourraient encore se détériorer en raison du retrait de la MINUSMA, demandée par les autorités de transition. Les difficultés extrêmes liées à la conduite des élections et à leur observation contextuelle dans les régions du nord du pays ne s'appliquent pas seulement aux observateurs internationaux mais aussi aux observateurs nationaux, qui, à juste titre, n'ont pas l'intention de mettre leur vie en danger.

5.2. RECOMMANDATIONS

Base de données de réservistes

Créer une base de données minimale sous forme de réservistes d'OLT et d'OCT en cas de défections de dernière minute, en raison du passage du baccalauréat (19 juin 2023) ou alors d'offres professionnelles mieux rémunérées (par exemple la Cour Constitutionnelle).

Déployer les plateformes sur des serveurs de haute qualité

Afin d'éviter à nouveau de graves problèmes de réception et de traitement des données transmises par les OCT (malheureusement seulement 1847 sur 3000 déployés), il faut soit diminuer les attentes et utiliser des outils de transmission plus simples, soit au contraire utiliser une technologie plus moderne, à condition que cela soit réalisable.

Renforcer le volet prévention des violences électorales et médiation

Renforcer le volet prévention des violences électorales et médiation au Mali est essentiel, pour garantir des élections pacifiques et démocratiques dans le pays. Dans ce sens, il faudrait se centrer sur des stratégies intégrées qui pourraient être mises en place, telles que la sensibilisation et l'éducation civique, le dialogue interpartis, le renforcement des institutions électorales, la médiation et résolution des conflits, l'observation électorale, la promotion de la réconciliation nationale et l'engagement de la société civile. En particulier, il est nécessaire d'investir dans les ressources humaines et techniques des organismes responsables des élections pour qu'ils soient en mesure de gérer les processus électoraux de manière transparente et efficace, en assurent leur indépendance et impartialité. À l'égard de la médiation et de la résolution des conflits, il faut établir des mécanismes de médiation efficaces, impliquant des acteurs nationaux et internationaux, pour résoudre rapidement les différends électoraux et en même temps former des médiateurs locaux pour intervenir au niveau communautaire et prévenir les conflits à un stade précoce. Vis-à-vis de la promotion de la réconciliation nationale, il serait recommandé de soutenir des initiatives pour apaiser les tensions politiques et ethniques existantes et renforcer la cohésion sociale, en favorisant notamment le dialogue intercommunautaire. En ce qui concerne l'engagement de la société civile, il est nécessaire de l'encourager à jouer un rôle actif dans l'observation électorale, la sensibilisation, la médiation, la résolution des conflits et la promotion de la paix. Le renforcement du volet prévention des violences électorales et médiation au Mali nécessite une approche holistique, une coordination efficace entre les acteurs nationaux et internationaux, ainsi qu'un engagement continu en faveur de la démocratie et de la stabilité.

Rôle de *confidence building* pour la CSO malienne

Étant donné qu'il est essentiel qu'il y ait un consensus politique le plus large possible autour des réformes institutionnelles, il faudrait disposer d'une plateforme plus large et plus représentative des acteurs de la société civile malienne, au-delà des seuls membres de la MODELE, de manière à accroître la crédibilité de l'observation nationale. De cette façon, si d'autres complications surviennent pendant la prolongation de la transition, ce large éventail d'OSC pourra jouer un rôle de plaidoyer plus fort en faveur des réformes institutionnelles.

Continuation de l'implication de la CSO malienne dans les prochaines élections

La MODELE ou une autre coalition similaire ne peut risquer de ne pas participer à l'observation des prochaines élections, à savoir :

- Les élections des collectivités territoriales couplées (conseillers communaux, de cercles, régionaux et de district) ;
- Les élections législatives ;
- L'élection présidentielle.

Dans le but de ramener le pays dans le cadre constitutionnel, les élections pourraient avoir lieu en février/mars 2024 :

- Première hypothèse : élire le Président en 2024 et seulement ensuite modifier la loi électorale suite aux résultats du référendum du 18 juin 2023 ; puis convoquer des élections législatives et locales.
- Deuxième hypothèse : convoquer des élections locales en novembre 2023 et ultérieurement en février 2024 des élections législatives et présidentielle (couplées).

Teaming-Up avec des partenariats locaux

Fort des expériences antérieures avec Synergie, la MODELE, ou un autre acteur local pour un éventuel futur projet similaire, devrait envisager de lancer et de diffuser des communiqués et des déclarations conjoints les autres plateformes d'observation électorale, construits sur des points communs essentiels entre tous. Les positions exprimées par la société civile trouveront ainsi une audience plus grande, seront plus objectives et risqueront moins d'être attaqués par les autorités.

Tout prochain projet d'ECES au Mali

Tout projet ECES nouvellement conçu devra prendre en compte un ensemble de ressources humaines dédiées, en conservant également la configuration du projet concerné par cette évaluation, pendant au moins 18 mois supplémentaires, afin d'accompagner des OSC maliennes de façon plus complète. En ce qui concerne l'observation électorale, il est réaliste de penser qu'il faut réduire de 2/3 le nombre d'observateurs à court terme, de 3.000 à environ 1.000. Idéalement, tout nouveau projet dans le cadre de l'approche multidimensionnelle spécifique d'ECES pourrait également être lié non seulement à l'ensemble initial visant à prévenir les conflits électoraux, mais également à fournir une assistance électorale à l'AIGE. À cause du manque de fiabilité de la plateforme de TUWINDI, deux façons de procéder sont recommandées. La première possibilité serait de faire appel aux instruments développés par ECES¹⁹, c'est-à-dire les applications alternatives telles que l'Agrégateur de résultats électoraux (pour les OGE et les OSC) et le Système unifié de surveillance et d'alerte précoce des médias sociaux. La deuxième option

¹⁹ Voir : <https://www.eces.eu/fr/droits-dauteur>

serait de faire un appel d'offre ouvert pour la technologie à utiliser pour la remontée des résultats.

Partenaires locaux et donateurs alternatifs pour la MODELE

Bien conscient des difficultés de l'UE à refinancer le projet tel qu'il était, la MODELE recherche de nouveaux bailleurs de fonds pour se maintenir opérationnelle, à savoir : l'Allemagne, Caritas, Carter Center, Danemark, Irlande, OIF, PNUD, Pays Bas, Oxfam, Open Society – Dakar, EISA.

Partenaires locaux et donateurs alternatifs à la MODELE

Étonnamment, tous les interlocuteurs sont tombés d'accord sur deux points : la personnalité difficile du chef de mission de la MODELE, ainsi que l'attitude peu diplomatique et désinvolte du consortium lors d'occasions publiques. Pour assurer une plus ample représentativité au sein de la MODELE et une plus grande prudence, plusieurs acteurs rencontrés ont suggéré d'élargir la plateforme, tandis que d'autres sont même allés jusqu'à formuler l'hypothèse de la remplacer²⁰. En effet, concevoir une initiative plus large portant sur le soutien à la société civile malienne serait une solution viable. L'objectif serait de donner une continuité à l'action mais de manière différente autour d'un concept plus large de prévention des violences électorales et aussi avec un budget plus limité à travers une révision de la gouvernance d'un consortium, publier un appel à manifestation d'intérêt auprès des OSC maliennes pour faire partie d'une mission d'observation.

Renforcement des capacités d'AIGE

L'AIGE²¹, tout en reconnaissant le rôle important de la MODELE, prône néanmoins une plus grande diplomatie dans ses prises de paroles publiques, car des informations incorrectes ou trompeuses déclarées à un mauvais moment peuvent générer des conflits électoraux, ce qu'il faut justement éviter en priorité.

²⁰ En particulier le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a voulu même indiquer le nom de l'organisation malienne qui serait plus bienvenue de la MODELE, c'est-à-dire la coalition COPER en la personne d'Ahmed Sekou Djallo, qui a déjà une expérience en matière électorale avec le PNUD ; COPER est accrédité par le MATD non seulement en tant que personnalité juridique des membres individuels qui le composent, mais aussi, à la différence de la MODELE, en tant que personnalité juridique du même consortium.

²¹ L'AIGE se dit insatisfait de l'appui reçu par le Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali (PAREM), qui est une initiative en appui à l'administration électorale coordonnée par le PNUD et du niveau de formation de ses agents électoraux. Pour cela l'AIGE s'est déclarée ouvertement intéressée et disponible à signer un accord avec ECES, afin de renforcer ses capacités indépendamment du soutien apporté par le PNUD. En conséquence l'AIGE est disponible pour que ECES développe un projet d'assistance technique en son faveur, une fois les domaines d'un nouveau projet identifiés, qui porte par exemple sur la formation et la décentralisation de l'institution.

6. LISTE DES ABRÉVIATIONS

A

AIGE – Autorité Indépendante de Gestion des Élections
AJCAD – Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
ANR – Assises nationales de la refondation
ATE DUE – Assistance technique électorale de la Délégation de l'Union européenne

B

BRIDGE – développer les ressources en matière de démocratie, de gouvernance et d'élections (Building Resources in Democracy, Governance and Elections)

C

CEDEAO – Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNEAME – Comité d'Égal Accès aux Médias d'État
CNSC – Conseil National de la Société Civile
CNSP – Comité National pour la Santé du Peuple
CNT – Conseil national de transition
COCEM – Coalition pour l'Observation Citoyenne des Élections au Mali
CODESAC – Cour Constitutionnelle

D

DDR – Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DGAT – Direction Général de l'Administration du Territoire
DGE – Délégation Générale aux Élections
DB – Doniblog - la communauté des Blogueurs du Mali
DHQ – Droits de l'Homme au Quotidien
DUE – Délégation de l'Union européenne

E

ECES – Centre Européen d'Appui Électorale
EIGS – État Islamique au Grand Sahara
ERMES – Réponse Européenne pour le Soutien à la Médiation
ESR – Election Situation Room
EURECS – Réponse européenne au soutien du cycle électoral (European Response to Electoral Cycle Support)
EVA – Équipe de Veille et d'Analyse

F

FdF – Formation de Formateurs
FOSC – Forum national des Organisations de la Société Civile

H

HCC – Haut Conseil de la Collectivité

I

IRI – International Republican Institute

M

MATD – Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

MINUSMA – Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

MODELE Mali – Mission d'observation des élections au Mali

M5-RFP – Mouvement dit du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques

N

NDI – National Democratic Institute

NDICI – Instrument de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération Internationale

O

OCT – Observateur court terme

OIF – Organisation Internationale de la Francophonie

OLT – Observateur long terme

OSC – Organisations de la Société Civile

OSIWA – Open Society for West Africa

P

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

PV – Procès-verbaux

R

RALE – Révision annuelle des listes électorales

S

SIG – Système d'information géographique

SGP – Système de gestion des préposés au scrutin

T

TdC – Théorie du changement

TdR – Termes de Référence

TIC – Technologies de l'Information et de la Communication

TtF – Train the Facilitators

U

UA – Union africaine

UE – Union européenne

UGP – Unité de gestion de projet

V

VBG – Violence basée sur le genre

VFM – Value for Money

W

WANEP Mali – Réseau Ouest africain pour l'édification de la paix

2FA – Authentification à deux facteurs.

7. LISTE DES REUNIONS SUR LE TERRAIN

- Madjiguene Thiam
Coordinatrice du Projet
Unité de gestion du projet au Mali
ECES
- Sylvestre Somo
Coordinateur Adjoint du Projet
Unité de gestion du projet au Mali
ECES
- Aguibou Bah
Assistant Financier et Administratif
Unité de gestion du projet au Mali
ECES
- Abdou Salam Diepkile
Directeur Général de l'Administration du Territoire (DGAT)
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
- Moussa Pomante
Directeur Adjoint de l'Administration du Territoire (DGAT)
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)
- Badié Hima
Directeur Résident Senior NDI/Mali
National Democratic Institute (NDI)
- Ibrahima Sangho
Chef de mission de la MODELE
Président de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance au Mali
- Ali Al Haji Sleiman
Directeur Adjoint / Expert Electoral NDI/Mali
National Democratic Institute (NDI)
- Abdoulaye Guindo
Président de Doniblog - la communauté des Blogueurs du Mali
- Lasinne Diarra
Directeur de Droits de l'Homme au Quotidien (DHQ)
- Fousseni Diop

Responsable programme gouvernance et engagement civique - Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD)

- Philippe Lafosse
Chef de la section politique
Délégation de l'Union européenne au Mali
- Marion Cosquer
Chargée de programmes – Droits humains, genre, élections
Délégation de l'Union européenne au Mali
- Olivier Ki-Zerbo
Chargé de programmes
Délégation de l'Union européenne au Mali
- Silvia Severi
Cheffe de coopération
Délégation de l'Union européenne au Mali
- Marie-Violette César
Assistante Technique de la Délégation de la Union européenne (ATE-DUE)
- Leandre Banon
Gestionnaire de Programme Résident, Mali et Tchad
International Republican Institute (IRI)
- Abdoul Wahab Dieng
Chargé de Programme Gouvernance et Paix
Coopération suisse au Mali
- Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE).